

2.1

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20230515-317225-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 23 mai 2023

Publié le 23 mai 2023

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 15 MAI 2023
SEANCE DU 15 MAI 2023**

Suite à la convocation en date du 28 avril 2023

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Étaient présents : Salim ACHIBA, Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Frédéric BRICOUT, Josyane BRIDOUX, François-Xavier CADART, Benjamin CAILLIERET, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Marie CIETERS, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Christine DECODTS, Laurent DEGALLAIX, Frédéric DELANNOY, Sylvie DELRUE, Claudine DEROEUX, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY, Jean-Luc DETAVERNIER, Carole DEVOS, Stéphane DIEUSAERT, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Soraya FAHEM, Marie-Laurence FAUCHILLE, Isabelle FERNANDEZ, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Mickaël HIRAUX, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Nicolas LEBLANC, Valérie LETARD, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Eric RENAUD, Bertrand RINGOT, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Nicolas SIEGLER, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Aude VAN CAUWENBERGE, Anne VANPEENE, Jean-Noël VERFAILLIE, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Agnès DENYS donne pouvoir à Isabelle CHOAIN, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Salim ACHIBA, Sébastien LEPRETRE donne pouvoir à Jacques HOUSSIN, Maryline LUCAS donne pouvoir à Charles BEAUCHAMP, Elisabeth MASSE donne pouvoir à Marie-Laurence FAUCHILLE, Marie-Hélène QUATREBOEUFs donne pouvoir à Carole DEVOS, Sébastien SEGUIN donne pouvoir à Aude VAN CAUWENBERGE, Philippe WAYMEL donne pouvoir à Marie CIETERS.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Bernard BAUDOUX.

Absent(e)(s) : Grégory BARTHOLOMEUS, Anne-Sophie BOISSEAUX, Julien GOKEL, Michel LEFEBVRE, Frédérique SEELS.

OBJET : Engagement du Département du Nord dans la Stratégie pauvreté - Rapport d'exécution 2022.

Vu le rapport DGAREAS/2023/124

Vu l'avis en date du 9 mai 2023 de la Commission Lutte contre les exclusions, enfance, famille, prévention santé, personnes âgées, personnes en situation de handicap, jeunesse

DECIDE à l'unanimité:

- d'approuver le rapport d'exécution 2022 de la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi ;
 - d'autoriser Monsieur le Président à le transmettre à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord.
-

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 15 h 44.

64 Conseillers départementaux étaient présents en séance. Ils étaient porteurs de 8 pouvoirs.

Ils ont été rejoints pendant la discussion par Mesdames COEVOET et TONNERRE-DESMET, ainsi que par Messieurs BELLEVAL et CADART.

Messieurs DEGALLAIX et DIEUSAERT, présents à l'appel de l'affaire, avaient quitté définitivement la séance préalablement au vote et avaient donné pouvoir respectivement à Mesdames LETARD et SANDRA.

Messieurs DELANNOY, HIRAUX et LEBLANC, présents à l'appel de l'affaire, avaient quitté momentanément la salle préalablement au vote.

Madame VAN CAUWENBERGE (porteuse du pouvoir de Monsieur SEGUIN), présente à l'appel de l'affaire, avait quitté momentanément la salle préalablement au vote. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

Vote intervenu à 16 h 02.

Au moment du vote, 62 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 9

Absents sans procuration : 11

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont pris part au vote : 71 (y compris les votants par procuration)

Résultat du vote :

Abstentions :	6 (Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s)
Total des suffrages exprimés :	65
Majorité des suffrages exprimés :	33
Pour :	65 (Groupe Union Pour le Nord - Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen - Groupe Communiste et Républicain : Pour l'Humain d'Abord ! - Mesdames BAILLEUL, DECODTS et DEROEUX, ainsi que Monsieur RENAUD, non inscrits)
Contre :	0

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Directrice des Affaires Juridiques
et de l'Achat Public

Claude LEMOINE

Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi



BILAN DES ACTIONS 2022

Hauts-de-France
Département du Nord
Bilan actualisé en avril 2023

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre de premiers contacts établis (nouvel indicateur 2021)	ND	ND	CAPEP : 680 Sauvegarde : ND	CAPEP : 687 (11 – 25 ans) Sauvegarde du Nord : 21 maraudes par mois, soit 42 ménages différents chaque mois
Nombre de familles et d'enfants suivis	ND	429	CAPEP : 285 jeunes Sauvegarde : 79 enfants	CAPEP : 299 jeunes Sauvegarde : 87 enfants
Nombre de mises à l'abri de familles et d'enfants	ND	24 familles 84 personnes		CAPEP : 6 jeunes majeurs et 1 jeune mineur sans domicile + 30 en dehors du domicile parental (16 majeurs + 14 mineurs) Sauvegarde : 33 familles 100 personnes
Nombre d'ouvertures de droits pour les enfants et les familles	ND	123		CAPEP : 90 familles Sauvegarde : 124
Nombre de mesures de protection de l'enfance mises en œuvre	ND	37 AEMO		CAPEP : 77 mesures (en cours ou mis en œuvre) Sauvegarde : 23 situations / CRIP 7 familles accompagnées en audience 22 temps médiation entre familles et services mandatés 24 entretiens parentalité

**MESURES DU SOCLE
REFONDER ET REVALORISER LE TRAVAIL
SOCIAL AU SERVICE DE TOUTES LES
FAMILLES
PREMIER ACCUEIL SOCIAL
INCONDITIONNEL DE PROXIMITE**



FICHE 3

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Garantir à toute personne rencontrant des difficultés ou souhaitant exprimer une demande d'ordre social des conseils et une orientation adaptée pour faciliter l'exercice de ses droits Organiser un accueil multicanal (physique, téléphonique et numérique)	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Déclinaison territoriale de la charte	Mise en œuvre opérationnelle de la charte au niveau des 7 territoires	2022	CAF, FCSN, MSA, UDCCAS, URIOPSS

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	104 550 €	52 275 €	52 275 €	
Montant réalisé	105 794 €	52 897 €	52 897 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes	100 %	100 %	100 %	100%
Nombre de structures du CD engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel	45	45	45	45
Nombre de structures (hors dispositif du CD) ou lieux engagés dans la démarche de premier accueil inconditionnel (nouvel indicateur 2021)	ND	ND	240	432 dont : 146 centres sociaux 204 CCAS (adhérents UDCCAS) 49 France Service 18 interco 8 CARSAT 7 MSA
Nombre de personnes reçues par les structures de premier accueil social inconditionnel des CD uniquement	24 308 en 1 ^{ère} demande	23 025 en 1 ^{ère} demande	25 429 pour le SSD en 1 ^{ère} demande	De janvier à juin 2022 : 25 794 En 2022 : 49 081
Nombre de personnes reçues au sein des autres structures de premier accueil social inconditionnel (nouvel indicateur 2021)	ND	ND	ND	ND

**MESURES DU SOCLE
REFONDER ET REVALORISER LE TRAVAIL
SOCIAL AU SERVICE DE TOUTES LES
FAMILLES
REFERENT DE PARCOURS**



FICHE 4

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Coordonner les interventions autour de la personne et la rendre actrice de son parcours :</p> <p>Toute la réflexion Référent de parcours menée contribue à l'Intervention Sociale et Médico-sociale de Proximité, au pouvoir d'agir des personnes et de fait à la place des personnes concernées.</p>	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	BILAN	PARTENAIRES
Identification de territoires expérimentateurs	<p>> Définition du public cible : jeunes majeurs EVA, bénéficiaires du RSA moins de 26 ans (jeunes parents), bénéficiaires du RSA cumulant plusieurs facteurs de vulnérabilité</p> <p>> Définition de territoires d'expérimentation : 4 DT (DTF, DTV, DTC et DTML) et 8 UT (Hazebrouck, Denain-Lourches, Denain-Bouchain, Cambrai Marcoing, Caudry Le Cateau, Avesnes les Aubert-Solesmes, Moulins et Fives)</p>	<p>Réalisé</p> <p>Réalisé</p>	
Mise en place des instances départementales et locales de mise en œuvre du projet	<p>> Réalisation d'une lettre de mission pour les chefs de projet</p> <p>> Mise en place d'un Comité de suivi départemental avec les chefs de projet en territoire (15 professionnels) : 1 rencontre tous les 2 mois</p> <p>> Mise en place de comités territoriaux (professionnels du départements et partenaires)</p>	<p>Déc. 2019</p> <p>9 réunions depuis oct. 2020</p> <p>Mai 2022</p>	Avec les partenaires de chaque territoire
Mobilisation des professionnels expérimentateurs	<p>> Présentation de la démarche et mobilisation des acteurs, en interne</p> <p>> Ateliers en territoire de sensibilisation et de recueil des besoins des professionnels expérimentateurs (départementaux et partenariaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DT Flandres ▪ DTC / DTML / DTV 	<p>Déc. 2019 à mars 2020</p> <p>Mars 2020 Janv. à novembre 21</p>	Avec les partenaires de chaque territoire

<p>Ecriture et octroi du marché de formation-action</p>	<p>> Réalisation d'un cahier des charges pour déploiement d'une formation action adaptée par site d'expérimentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Module 1 : Réunion d'« introduction à la démarche référent de parcours » ▪ Module 2 : L'accompagnement des cadres au développement et la mise en œuvre de la démarche référent de parcours ▪ Module 3 : Co-construction d'un parcours individualisé dans une approche pluridisciplinaire et interinstitutionnelle ▪ Module 4 : Foire aux questions sur les éléments juridiques <p>> Réunion de concertation avec le cabinet de consultant, organisme de formation</p> <p>> Elaboration de délibérations et conventions de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Délibération pour DTF et DTML ▪ Délibération pour DTC et DTV 	<p>Mars-juil. 2020</p> <p>Avril /mai 2021</p> <p>27 sept 2021 24 janvier 2022</p>	
<p>Mise en œuvre progressive et échelonnée de la formation-action</p>	<p>> Module 1 : module de lancement (1/2 journée)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DTF et DTML : 14 octobre 2021 ▪ DTC et DTV : 27 janvier 2022 <p>> Module 2, pour les cadres (1 journée)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DTF et DTML : 18 novembre 2021 ▪ DTC et DTV : 4 mars 2022 <p>> Module 3 : Formation de 241 professionnels (pour moitié Département et moitié partenaires), en 18 groupes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ DTF : 4 groupes formés, soit 58 professionnels ▪ DTML : 3 groupes, soit 35 professionnels ▪ DTV : 6 groupes, soit 78 professionnels ▪ DTC : 5 groupes, soit 70 professionnels 	<p>Pour les 3 étapes : Oct 2021 à Déc 2022</p> <p>Oct 21 à avril 22 Déc 21 à avril 22 Avril à déc 22 Mars à déc 22</p>	<p>Avec les partenaires de chaque territoire</p>
<p>Mise en œuvre de la démarche Référent de Parcours et Evaluation de l'expérimentation</p>	<p>> Mise en œuvre de la démarche et élaboration du module 4 (Foire aux Questions) : après la fin de la formation sur chaque territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification sur chaque territoire d'un directeur de projet et d'un chef de projet opérationnel (un binôme par territoire) <p>> Impact de la démarche, suivi de l'évolution des pratiques et capitalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Via le comité de suivi départemental et le collectif des binômes par territoires <p>> Généralisation de la démarche</p>	<p>A partir de mai 2022</p> <p>Mars 2022</p> <p>A partir de juin 2022</p> <p>2023</p>	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	268 376 €	130 443 €	130 443 €	
Montant réalisé 2022	260 886 €	130 443 €	130 443 €	

INDICATEURS

	BILAN 2022
Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours	214
Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	3

MESURES DU SOCLE

INSERTION DES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE – ORIENTATION ET PARCOURS DES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE / GARANTIE D'ACTIVITE



FICHE 5

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Proposer à chaque personne un accompagnement adapté pour favoriser le retour à l'emploi	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
<p>Accompagnement des bénéficiaires du RSA pour faciliter le retour à l'emploi par la mise en place de Maisons de l'insertion et de l'emploi (MDIE) qui deviennent Maisons Nord Emploi</p> <p>Budget de 9 475 231 € dont 7 074 602 € pour le fonctionnement des MDIE et la création des MDIE dédiées aux allocataires de longue durée et aux jeunes</p>	<p>→ Fonctionnement des 7 MDIE (et 10 permanences)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : Renfort de 5 chargés d'orientation <p>→ Création de 7 nouvelles MDIE dédiées aux allocataires de longue durée et les jeunes (25-35 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : Recrutement de 45 CoachEmploi <p>→ « Réussir Sans Attendre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4^{ème} édition de la Semaine « Réussir sans attendre » : 10 000 allocataires mobilisés et cible de 2 000 sorties positives • Actions labellisées « Réussir Sans Attendre » : 100 actions ciblées <p>→ Coordination des parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : Recrutement de 9 coordinateurs de parcours afin d'optimiser le nouvel appel à projet « de l'insertion vers l'emploi 2022-2025 » (54 000 places proposées) <p>→ Relation aux entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déploiement du Club des entreprises inclusives • <u>Nouveau</u> : Marché de diagnostic de compétences pour 25 000 allocataires du RSA 	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>21 au 25 nov.</p> <p>Tout au long de l'année</p> <p>Non réalisé</p> <p>Opérationnel</p> <p>Non réalisé</p>	<p>Pôle emploi, Région, entreprises</p>
<p>Partenariat avec Pôle Emploi</p> <p>Budget de 1 894 212€</p>	<p>→ Convention Pôle emploi / CD59 pour l'accompagnement intensif de 2 100 allocataires du RSA par an, demandeurs d'emploi de plus de 2 ans</p> <p>→ Accompagnement global :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : 35 travailleurs social insertion (TSI) dédiés à l'accompagnement global (de janvier à mai 2022) puis financement par le ReactEU 	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p>	<p>Pôle emploi</p>
<p>IAE et ESS</p> <p>Budget de 317 650 €</p>	<p>→ Soutien au I'IAE</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : Recrutement de 3 développeurs IAE <p>→ Soutien aux actions innovantes</p> <p>→ Soutien à l'ESS</p>	<p>partiellement</p> <p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p>	<p>DIRRECTE</p>
<p>SI et relation à l'utilisateur</p> <p>Budget de 1 957 513 €</p>	<p>→ ingénierie et fonctionnement (RH)</p> <p>→ NordEmploi (mise en relation offre et demande d'emploi)</p> <p>→ PUBLIK (centre d'appel)</p> <p>→ OUIFORM (mobilisation de l'offre de formation)</p> <p>→ PARCOURS RSA (dossier unique d'insertion – DUI)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : formation et appui à 600 nouveaux référents <p>→ ESTIME (simulateur de ressources en cas de reprise d'emploi)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouveau</u> : créer le volet « formation » du simulateur 	<p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p> <p>Opérationnel</p>	<p>Tous les opérateurs de l'AAP « de l'insertion et du retour à l'emploi »</p>

Gouvernance Budget de 327 724 €	→ Pilotage et suivi des projets		
------------------------------------	---------------------------------	--	--

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD
Montant prévisionnel	17 132 090 €	8 566 045 €	8 566 045 €
Montant réalisé	15 132 540 €	7 566 270 €	7 566 270 €

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	OBJECTIF 2022	BILAN 2022
Nombre de nouveaux entrants	16 220 convoqués 10 456 présents	29 263 convoqués 20 151 présents	28 251 convoqués 18 888 présents	30 000 convoqués 22 500 présents	36 688 convoqués 24 156 présents
Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	9 936	15 212	11 582	22 500	22 928
Nombre total de 1 ^{er} rendez-vous d'accompagnement fixé	9 781 dont 7 782 orientés hors PE	20 151 dont 13 128 orientés hors PE	17 496 dont 12 773 orientés hors PE	22 500 dont 14 600 orientés hors PE	20 332 dont 11 117 orientés hors PE
Nombre de 1 ^{er} rendez-vous à 2 semaines ou moins fixés	Donnée non disponible	17 525 dont 10 502 orientés hors PE	15 111 dont 10 374 orientés hors PE	22 500 dont 14 600 orientés hors PE	17 567 dont 9 836 orientés hors PE
Nombre total de 1 ^{er} contrat d'engagement réciproque	7 309	9 263	8 963	14 600	10 058
Nombre de 1 ^{er} contrat d'engagement réciproque dans les 2 mois	5 698	6 320	6 151	14 600	7 443
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité départementale (nouveaux entrants de l'année)	/	7 448	6 345 dont 4 211 CoachEmploi et 2 134 CoachEmploi PE + 2 539 jeunes	7 300	8 038 dont 4 310 CoachPrimo 1 528 CoachRebond 2 200 CoachPE
Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie départementale	/	2 199 dont 1 407 CoachEmploi et 792 CoachEmploi PE	2 312 dont 1 215 CoachEmploi et 1 097 CoachEmploi PE	2 600	4 112 Dont 1 154 CoachPrimo 919 CoachRebond 2 039 CoachPE
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global	/	7 511	6 535	8 600	5 843
Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global	/	5 568	4 108	6 400	4 916
Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global	64	67	63	70	59
Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global	17,4 jours	17,7 jours	15,1 jours	15 jours	15.1 jours

En 2022, et pour la 3^{ème} année consécutive, le bilan en matière de sorties positives (emploi / formation qualifiante) permet une réduction significative du nombre de foyers allocataires du RSA.

Avec 94 264 foyers RSA en décembre 2022, la baisse est de 3,2 % entre décembre 2021 et décembre 2022 (2,1 % en France métropolitaine). Le nombre de sorties positives du RSA est chiffré à 53 249 (chiffres en cours de consolidation) dont 13 163 à l'initiative du Département avec le déploiement des coachs primo et rebond au sein des Maisons Nord Emploi (ex MDIE) et 40 086 par les équipes de Pôle emploi (estimation à fin octobre 2022).

Tout au long de l'année 2022, le Département du Nord a amplifié la dynamique de retour à l'emploi des allocataires du RSA par le recrutement de 40 nouveaux coachs Primo pour développer et garantir l'accompagnement intensif à l'emploi des allocataires du RSA depuis plus de 2 ans, prioritairement les jeunes de 25-35 ans inscrits.

Cette amplification a permis au Département :

- d'orienter 8 038 allocataires du RSA vers la garantie d'activité (110 % de l'objectif 2022)
- d'accompagner 4 112 allocataires du RSA au titre de la garantie départementale (158% de l'objectif 2022)

La 2ème partie de l'année 2022 a été marquée par des évolutions dans les modalités de mise en œuvre de l'accompagnement global (binôme Travailleur social du Département / Conseiller Pôle Emploi). Le volet « social » de l'accompagnement global est confié en partie, à partir de septembre 2022 et pour certains territoires, à des partenaires financés par le Département (299 opérateurs financés), en complément des travailleurs sociaux du Département. La mise en place de ces nouvelles modalités a eu pour conséquence un léger recul du nombre de personnes entrées en accompagnement global au cours de l'année 2022 (5 843). Cette tendance s'inverse en fin d'année 2022 avec un encours dans les portefeuilles bien supérieur à 2021 (4 916)

De la même manière, l'année 2022 a vu une modification sensible des modalités d'accompagnement des allocataires du RSA au titre de l'appel à projet « insertion et emploi ». Les nouveaux entrants ont été positionnés sur de nouveaux types de parcours et le temps de démarrage de cette nouvelle offre d'insertion a impacté le délai de signature des CER dans le dernier quadrimestre 2022.

Pour les mêmes raisons, le recrutement des coordinateurs de parcours a été reporté.

2022 est également l'année de déploiement de l'outil « Parcours RSA » (Dossier Unique d'Insertion) partagé avec tous les intervenants (3000 professionnels à terme). L'outil, dans ses fonctionnalités, permet :

- Une orientation et une contractualisation dématérialisées
- Un parcours construit et balisé
- Une communication facile avec l'allocataire (SMS, mail)
- Un pilotage et un reporting en temps réel

La 4ème édition de l'opération « Réussir Sans Attendre » dans la semaine du 21 au 25 novembre 2022 a permis :

- La préparation de près de 6600 allocataires du RSA
- La création de 917 événements sur l'ensemble du Département (emploi / formation / levée des freins)
- La mobilisation de 490 entreprises
- 1944 reprises d'emploi ou de formation (bilan très positif à fin février 2023)

Enfin, le déploiement du club des entreprises inclusives s'est poursuivi en partenariat avec le Medef et le réseau Alliances. La convention partenariale établie avec le Medef a permis de développer les actions de type visites d'entreprises (Decathlon logistique, Grant Thornton,...), Job dating notamment dans le cadre de l'action « les entreprises s'engagent ».

L'offre de services aux entreprises s'est largement renforcée avec 1 550 entreprises partenaires mobilisées notamment dans le cadre des Contrats Initiative Emploi (CIE) classique ou CIE Bassin Minier (447 contrats signés au 28 décembre 2022).

Parallèlement, le Département du Nord renforce ses collaborations avec les entreprises « grands comptes » qui recrutent. La signature de conventions partenariales et la mise en place de SAS préparatoire aux métiers et secteurs en tension (ex : Toyota, Stellantis, Burger King, Renault, GXO...) viennent renforcer le recrutement des allocataires du RSA.

MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT OUVERTURE DES MAISONS DES PARENTS



FICHE 6

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Soutenir les parents dans l'exercice de leur autorité parentale, dans le cadre de la prévention précoce.	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Ouverture de 4 Maisons des parents	> Valenciennes, Douai > Tourcoing antenne Roubaix > ouverture de la Maison des Parents du Cambrésis	2019 2021 2022	
Déploiements d'actions ciblées de prévention et d'une offre de service spécifique aux besoins des territoires	Définition et mise en œuvre de plans d'action par Maison des Parents, en lien avec les DTPAS et les partenaires locaux	2022	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	800 000 €	400 000 €	400 000 €	
Montant réalisé 2022	800 000 €	400 000 €	400 000 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre de sollicitations	154	371	721	986
Nombre de rencontres individualisées à destination :	229	686	988	1 378
Des parents	31	(parents/parents- enfants)	(parents/parents- enfants)	
Des enfants	29	325	875	385
Entretiens familiaux				
Nombre de participants aux actions collectives	329	332	539	7 634
Nombre de rencontres partenariales	135	169	419	574

MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT PREVENIR TOUTE « SORTIE SECHE » POUR LES JEUNES SORTANTS DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE (ASE)



FICHES 7 ET 8 – PRESENTATION GLOBALE

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Accompagner 130 jeunes majeurs dès 2019 et préparer leur autonomie en mobilisant les dispositifs d'insertion professionnelle et d'accès au logement (fiche 1)	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans
En complément, accompagner 90 jeunes en 2019 afin de leur garantir un accès à un logement (modes d'accompagnement, appropriation du logement et projet personnel) (fiche 8)	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans
Depuis 2020, le Département applique le « zéro sorties sèches » de l'ASE + le « droit au retour » pour les jeunes majeurs ayant eu un parcours ASE (cf : <i>nouvelle délibération Entrée dans la Vie Adulte (EVA) du 28 septembre 2020</i>). Les demandes d'accompagnement formulées par les jeunes après leur majorité ne sont pas refusées par le Département et le maintien du lien est recherché. Aussi la cible de jeunes concernés par l'action s'est élargie à l'ensemble des jeunes sortant d'ASE, mineurs non accompagnés (MNA) compris.	A partir de 2020	
Afin de faciliter la lecture des différents projets concourant à cet objectif, ceux-ci sont regroupés dans ce rapport en 4 thèmes : <ol style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès au logement des jeunes sortants de l'ASE Préparer et soutenir les jeunes dans leur parcours d'autonomie Maintenir le lien et l'aide apportée aux jeunes sortants des hébergements de l'ASE Accompagner et sécuriser l'accès à l'autonomie des MNA 		

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022 (F7)	1 550 600 €	775 300 €	775 300 €	
Montant réalisé 2022 (F7)	1 875 246 €	937 623 €	937 623 €	
Montant prévisionnel 2022 (F8)	2 826 912 €	1 413 456 €	1 413 456 €	
Montant réalisé 2022 (F8)	3 533 498 €	1 766 749 €	1 766 749 €	Nombre de majeurs MNA accompagnés plus élevés que dans le prévisionnel initial

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
PRESERVATION DU LIEN DE REFERENCE		Réalisé au 31.12.2020	Réalisé	
Nombre de jeunes devenus majeurs dans l'année	1 114 Cohorte DTML : 194	1 154 Cohorte DTML : 187	1 539 (dont 607 MNA) Cohorte DTML =167	1 448 dont 470 MNA) Cohorte DTML = 163
Nombre de jeunes pris en charge dans le cadre du référentiel (par le département)	700 Cohorte DTML : 138	975 Cohorte DTML : 128	1 165 jeunes en EVA à 18 ans (dont 511 MNA) Cohorte DTML = 160 20 % des jeunes qui ne sollicitent pas un EVA à 18 ans, bénéficient d'un autre soutien (bourse univ., FDAJ, garantie jeunes, apprentissage, établissement médicosocial, retour domicile ou autres) 5% des jeunes pour lesquels l'ASE n'a plus de contact à 18 ans : Ils peuvent exercer un « droit au retour » instauré en septembre 2020 pour solliciter un nouvel accompagnement, en cas de besoin. Au total, 3 246 jeunes majeurs ont eu au moins un accompagnement EVA dans l'année 2021 Médiane mensuelle sur l'année : 1700 jeunes en EVA, dont 165 en EVA 1 809 en EVA 2 694 en EVA 3 (hébergement ASE)	1 083 nouveaux bénéficiaires d'EVA à majorité en 2022 (75 %) dont 278 MNA Cohorte DTML = 130 jeunes 33 jeunes n'ont pas fait de demande EVA à 18 ans, soit 20%. Sur ces 33 jeunes, le contact a été perdu avec 5 jeunes. Pour les autres, une autre solution d'hébergement ou un autre accompagnement est identifié (centre maternel, suivi PJJ, incarcération, domicile parental, ...) Au total, 2 740 jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA tout ou partie de l'année 2022, dont 869 MNA
Nombre de jeunes ayant pu choisir leur personne lien au moment de la contractualisation	Chaque jeune a un référent mais la personne lien n'a pas été mise en place à cette date	Chaque jeune a un référent mais la personne lien n'a pas été mise en place à cette date	339 jeunes ont désigné une personne « lien » en plus du référent départemental DTML = 95	473 jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2022 ont une personne lien (pas de chiffre disponible en ce qui concerne les MNA)
Nombre de jeunes avec un logement stable	1 069 Cohorte DTML : 138	Données sur total des 18-21 ans : 1 586	au total des 18 ans sortants ASE : 1 460	Sur l'ensemble des jeunes majeurs bénéficiaires d'EVA en 2023, 1219

		Sur les jeunes de 18 ans 917 (sur les 975) Cohorte DTML : 177 : 31 jeunes en logement autonome (FJT, appt, colocation) / 97 jeunes en hébergement ASE-PJJ-EMS / 1 en résidence universitaire / 48 retours famille 10 pertes de contact	Cohorte DTML = 160 24 jeunes en logement autonome (FJT, appt, colocation) / 87 jeunes en hébergement ASE-PJJ-EMS / 1 résidence universitaire / 46 retours famille / 7 pertes de contact	jeunes ont un hébergement stable (hors MNA / voir fiche MNA) Dont : 552 jeunes en hébergement ASE 52 en établissement médico-social 214 en Résidence Habitat Jeunes 17 en logement CROUS 6 en internat scolaire 95 dans le parc privé 71 dans le parc social 243 hébergés chez un tiers
REVENU ET ACCES AUX DROITS				
Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières	813 Cohorte DTML : 147	Données sur total des 18-21 ans : 1 402 901 (sur les 975) Cohorte DTML : 60	1 165 jeunes a minima à 18 ans, via EVA DTML = 131	1240 jeunes ayant des ressources (hors MNA) EVA3 : 553 Allocation mensuelle EVA2 : 537 Bourses d'études : 43 En emploi et alternance : 60 Dispositif d'insertion : 9 Formation : 8 Allocation chômage : 5 AAH : 24 RSA : 1
INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE, FORMATION ET MOBILITE				
Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire	980 Cohorte DTML : 158	1 100 812 (sur les 975) Cohorte DTML : 80	DTML = 147 28 % scolaires, 20 % en cours de définition de projet ou dispositif mission locale (GJ, EPIDE...), 16 % handicap, 14 % étudiants, 16 % salariés, 6 % centres maternels,	1097 jeunes en parcours d'insertion (hors MNA) Scolarité : 460 Alternance/apprentissage : 106 Dispositif d'insertion : 95 Service civique : 17 Emploi : 78 Formation : 96 Recherche d'emploi : 187

**MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT
PREVENIR TOUTE « SORTIE SECHE » POUR LES
JEUNES SORTANTS DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE :
1- Faciliter l'accès au logement**



FICHES 7 ET 8 – PRESENTATION DETAILLEE

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Faciliter l'accès au logement des jeunes sortants de l'ASE en développant de nouvelles initiatives : soutien aux nouvelles offres de logements adaptés aux jeunes ; démarches visant à faciliter l'accès au logement social ; actions d'aide à l'installation	1 ^{er} janvier 2019	3 ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Démarches visant à accompagner les jeunes dans leur insertion et dans l'accès au logement	> Projet ARELI – 10 jeunes de l'aide sociale à l'enfance sur la Métropole. Accompagnement renforcé et hébergement de jeunes très en rupture (SDF, cumul de difficultés, addictions, prostitution, santé mentale).	2021 – 2022 (démarrage du projet en septembre 2021).	ARELI
Aide à l'installation et accompagnement au sein du logement	> Mise en œuvre d'une Banque Solidaire de l'Équipement : soutien à l'association Emmaüs Défi pour le développement d'une antenne sur la Métropole lilloise > Déploiement territorial à prévoir en 2022 > Kit d'emménagement pour les jeunes - aide au démarrage	Action renouvelée en 2021 et 2022	Emmaüs
Accès au logement, préparation à l'autonomie et accompagnement dans le logement	> Captation de logements (territoire Roubaix-Tourcoing / Métropole Lille) par le biais de partenariats avec des bailleurs sociaux > Dispositif « case départ » (appartement école pour des mises en situation) > Actions collectives en lien avec les démarches d'accès au logement autonome (90 heures d'accompagnement) GAP : Service d'accompagnement à la majorité (création de 7 appartements pour adolescents de 16 à 18 ans)	Action renouvelée en 2022	AMFD GAP
Démarches visant à faciliter l'accès au logement social Objectif : 100 jeunes	Mise en place d'une procédure et d'une organisation permettant de fluidifier et de faciliter l'accès des jeunes au parc social de Partenord	Action renouvelée en 2022	Partenord Habitat

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	228 782 €	114 391 €	114 391 €	
Montant réalisé 2022	268 782 €	134 391 €	134 391 €	

INDICATEURS

NOMBRE DE JEUNES SOUTENUS DANS L'ACCES AU LOGEMENT	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre de jeunes ayant accédé à un logement du parc social (Partenord et autres bailleurs)	80 jeunes (48 Partenord / 32 autres bailleurs)	120 74 Partenord au 31/10/2021 46 relogements chez d'autres bailleurs	117 56 (Partenord) 61 (autres)
Nombre de jeunes ayant bénéficié de l'intermédiation sociale OSLO et GRAAL et accédé à un logement autonome	Déploiement 2021	GRAAL : 11 accompagnements en cours (démarrage en juillet 2021 Données arrêtées au 15/11/2021) 6 diagnostics en cours Oslo : en attente du comité de pilotage.	GRAAL : 57 jeunes accompagnés sur l'année 12 relogements
Nombre de jeunes ayant accédé aux nouvelles offres logement (ARELI)	Déploiement 2021	8 (entrée de 2 jeunes supplémentaires en cours)	10
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une aide à l'installation	23 jeunes de moins de 25 ans dont 8 en parcours ASE (depuis fin août 2020)	82	
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un logement dans le cadre du projet AMFD	29	32 jeunes accompagnés (28 en logement accompagnés et 4 jeunes en bail glissant) 4 sorties du dispositif	37

**MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT
PREVENIR TOUTE « SORTIE SECHE » POUR LES
JEUNES SORTANTS DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE :
2-Préparer et soutenir les jeunes sortants de l'ASE
dans leur parcours d'accès à l'autonomie**



FICHES 7 ET 8 – PRESENTATION DETAILLEE

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Renforcer la préparation à l'autonomie des jeunes pendant la minorité et accompagner l'accès au logement à la majorité en développant et diversifiant les actions et les partenaires	1 ^{er} janvier 2019	3 ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Développement des pratiques professionnelles de repérage et d'accompagnement des jeunes en risque de rupture	Déploiement des formations actions sur l'utilisation du Carnet de vie menées sur vers les territoires	Action renouvelée en 2022	Association Laisse ton empreinte
Renforcement des articulations avec les partenaires	Elaboration d'un protocole partenarial relatif à l'autonomie des jeunes issus de l'ASE et de la PJJ : mise en place d'un groupe de travail interinstitutionnel et avec les têtes de réseaux associatives. Mise en place d'un groupe de travail AREFIE – missions locales et département pour favoriser la mobilisation de l'offre de services des Missions locales en faveur des jeunes accompagnés par les services départementaux, notamment les jeunes accompagnés dans le cadre de l'ASE (démarrage en novembre 2021).	Démarche poursuivie sur l'ensemble de la période	Etat (DDETS, PJJ, EN, ARS) ; Région (apprentissage, projets transversaux), CAF, CPAM, FCSN, URHAJ, URIOPSS, APSN, AREFIE, CNAPE
Développement d'actions collectives visant à préparer et soutenir l'accès à l'autonomie des jeunes	Parcours EVASION (Avesnois) Ateliers animés par les TISF des associations d'aide à domicile : > « Les TISF, les accompagnants du quotidien » 20 jeunes (AFAD)	Action renouvelée en 2022 renouvelée en 2022	UTPAS ADAR AFAD
Préparation à l'autonomie à partir de logements diffus en baux glissants ou à partir des lieux de vie des jeunes	> Sambre : service d'accompagnement en appartement pour grands adolescents à Berlaimont 4 places en diffus > Douaisis : ouverture d'un service d'autonomie de 5 places en baux glissants > Cambrésis : diversification offre 16-18 ans - 10 places en diffus en baux glissants :	Actions renouvelées en 2022	EPDSAE EPDSAE

	<ul style="list-style-type: none"> - 4 places en 2020 - 6 places en 2021 - 9 places en 2022 <p>> Littoral : accompagnement global de 25 jeunes par an vers logement autonome (Action logement des jeunes)</p> <p>> Accompagnement social pour l'insertion des 17-25 ans par le maintien d'une offre d'hébergement plurielle à Valenciennes (16 places)</p> <p>> Mise en place d'un dispositif d'accompagnement spécifique dédié aux situations complexes (12 + 4 jeunes) sur la Métropole, adossé au centre de formation Albert Châtelet</p>		ARPE
			AFEJI
			ALEFPA
			ALEFPA
Développement de l'insertion des jeunes	<p>> Développement de l'insertion professionnelle des jeunes de l'ASE par l'extension du « coaching IEJ ». Négociation d'un avenant au dispositif actuel en faveur des bénéficiaires du RSA avec la Région afin de l'étendre aux jeunes de l'ASE « NEET »</p> <p>> 7 coaches ASE/EVA représentant 6 ETP. Chaque portefeuille est de 20 accompagnements temps plein en file active.</p>	Action renouvelée en 2022	Région
Développement de l'inclusion des jeunes par l'accès à la culture	Participation au programme Arts Culture et Prévention (ACP) : constitution d'un trinôme : DT Avesnois, AFEJI et Scène culturelle le Manège à Maubeuge. Elaboration sur 3 ans d'un programme d'accès à la culture et à la co-construction d'un projet culturel par les jeunes confiés à l'ASE, dont des jeunes en situation de handicap.	Démarche décalée jusque juin 2023 afin de prendre en compte le retard engendré par la crise sanitaire.	Fondation culture et diversité, DILCRAH, APSN, DRAC, PJJ, Préfecture

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	1 204 754 €	602 377 €	602 377 €	
Montant réalisé 2022	1 710 366 €	855 183 €	855 183 €	Impacts SEGUR

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021 REALISE 2021 AU 01.11.21	BILAN 2022
Nombre de jeunes concernés par la préparation à l'autonomie à partir de logements autonomes	58 jeunes accompagnés en décembre 2020	85 AFEJI 46 / ALEFPA 11 / EPDSAE 18 / ARPE 10	103 AFEJI 40/ALEFPA 32/EPDSAE 19/ARPE 12/
Nombre de jeunes ayant participé aux actions collectives	ND	72	46
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un coaching IEJ et autres accompagnements socio-professionnels	35 jeunes en cours d'accompagnement	211 Coaching IEJ 167 / Temps de vie 44	359 Coaching IEJ : 255 Temps de Vie : 104

**MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT
PREVENIR TOUTE « SORTIE SECHE » POUR LES
JEUNES SORTANTS DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE :
3- Maintenir le lien et le soutien apporté aux jeunes
après leur sortie des hébergements de l'ASE**



FICHES 7 ET 8 – PRESENTATION DETAILLEE

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Organiser le maintien du lien et le soutien aux jeunes issus des hébergements de l'ASE pour sécuriser leur parcours d'insertion et d'autonomie après leur sortie, à partir des services les ayant accompagnés dans leur minorité	1 ^{er} janvier 2020	2 ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Nouveaux accompagnements et soutiens proposés par les services de protection de l'enfance pour les jeunes majeurs sortis de leurs services	<ul style="list-style-type: none"> > Métropole Lille et Hazebrouck - « Etayage » : accueil et lieu ressource pour les jeunes qui ont quitté l'établissement ; équipe dédiée à disposition de jeunes issus de l'ASE sur la Métropole et les Flandres. > Tourcoing - Mesures de soutien et d'accompagnement vers la vie adulte pour les jeunes qui ont quitté l'établissement > La Touline : accompagnement de 90 jeunes post parcours ASE > Accompagnement de 53 jeunes en 2022 > Service de suite / mères enfants 	Actions renouvelées en 2022	SPReNe Home des Flandres Apprentis d'Auteuil SOS Village d'Enfants SOLIHA

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	506 476 €	253 238 €	253 238 €	
Montant réalisé 2022	537 096 €	268 548 €	268 548 €	

INDICATEURS

NOMBRE DE JEUNES EN LIEN AVEC LES SERVICES APRES LEUR SORTIE DE L'ASE	BILAN 2020 AU 30.11.2020	BILAN 2021 AU 01.11.21	BILAN 2022
SPRENE	44 sorties de jeunes majeurs	72	60
APPRENTIS AUTEUIL	60	75	90
HOME DES FLANDRES	6	9	11
SOS VILLAGE ENFANTS	11	41	24
NOMBRE DE JEUNES AYANT UN PARCOURS STABLE			
SPRENE	31	46	50
APPRENTIS AUTEUIL	22	32	45
HOME DES FLANDRES	5	6	11
SOS VILLAGE ENFANTS	10	31	48

**MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT
PREVENIR TOUTE « SORTIE SECHE » POUR LES JEUNES
SORTANTS DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE :
4-Accompagner et sécuriser l'accès à l'autonomie des MNA**



FICHES 7 ET 8 – PRESENTATION DETAILLEE

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Offrir un accompagnement adapté aux MNA sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance en 2021, dans la continuité de la prise en charge menée pendant la minorité, permettant de sécuriser le passage à la majorité et leur parcours d'accès à l'autonomie en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantissant un hébergement à l'Aide Sociale à l'Enfance, en cas de nécessité, le temps de la régularisation administrative et de la mise en œuvre du projet d'accès à l'autonomie - Proposant la poursuite de l'accompagnement en « milieu ouvert », après la sortie des hébergements à l'Aide Sociale à l'Enfance, pour consolider le parcours d'insertion et d'accès au logement autonome au moins jusqu'au 19 ans des jeunes concernés, en lien avec les dispositifs de droit commun 	A partir de fin 2020	2 ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Accompagnement de 400 à 600 jeunes majeurs MNA sortants de l'ASE par an	Nouvelle offre d'accompagnement portée par les groupements associatifs TRAJET et GME dédiés à la prise en charge des Mineurs non accompagnés (MNA) pour le suivi de jeunes majeurs MNA, en complément du suivi auprès des autres jeunes MNA assuré par les services départementaux	Action renouvelée en 2022	TRAJET et GME

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	2 437 500 €	1 218 750 €	1 218 750 €	Prévisionnel : 375 suivis en file active mensuelle
Montant réalisé 2022	2 892 500 €	1 446 250 €	1 446 250 €	Réalisé : 445 suivis en file active

INDICATEURS

NOUVEAUX ACCOMPAGNEMENTS JEUNES MAJEURS MNA PAR LES GROUPEMENTS	REALISE AU 30.11.2020 (JEUNES NES EN 2002)	BILAN 2021	2022
		Réalisé au 31.12.21	BILAN
Nombre de jeunes MNA devenus majeurs dans l'année (18 ans)	606	607	470
Nombre de jeunes majeurs MNA suivis dans le cadre du nouvel accompagnement porté par les groupements associatifs (18 ans et +)	116	561	490 en file active mensuelle en moyenne

Nombre de jeunes majeurs MNA accompagnés par le Pôle Droits et Protection des MNA (18 ans et +)	439	195	135 en file active mensuelle
Nombre de jeunes avec un logement autonome (18 ans et +)	198	433 (photo au 31.12) 176 (logement privé ou public) 54 (colocation) / 90 (FJT ou RHJ) 6 (internat ou CROUS) 66 (heb chez tiers) 41 (CHRS et CADA)	374 (photo au 31.12) 142 (logement privé ou public) 35 (colocation) / 106 (FJT ou RHJ) 9 (internat ou CROUS) 44 (heb chez tiers) 38 (CHRS et CADA)
REVENU ET ACCES AUX DROITS			
Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières (18 ans et +)	378	627 (ressources EVA inclus) 292 (ressources Hors EVA)	571 (ressources EVA inclus) 256 (ressources Hors EVA)
FORMATION / INSERTION			
Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire	424	643	501

**MESURES A L'INITIATIVE DU
DEPARTEMENT
RENFORCER L'INTERVENTION SPECIALISEE
DANS LES COLLEGES DU SUD DU
DEPARTEMENT POUR EVITER LE
DECROCHAGE SCOLAIRE**



FICHE 9

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Renforcer la prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire et prévenir les placements à l'aide sociale à l'enfance des adolescents en rupture familiale	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Financement des 30 postes ALSSES créés	Tous les postes sont créés	2021	Education nationale, clubs de prévention
Accompagnement et bilan de l'activité des postes ALSSES	Bilan et accompagnement des postes ALSSES en lien avec le service jeunesse et l'APSN	2022	Clubs de prévention - APSN

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	1 521 000 €	760 500 €	760 500 €	
Montant réalisé 2022	1 593 228 €	796 614 €	796 614 €	Impact SEGUR

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Mise en œuvre effective des postes d'ALSSES	41	63	74 collèges couverts 73 postes déployés	73 postes

**MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT
CREER 3 EQUIPES MOBILES ET 3 LIEUX DE VIE
DEDIES A LA PRISE EN CHARGE DES
SITUATIONS COMPLEXES D'ENFANTS DE L'ASE**



FICHE 10

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les ruptures de prise en charge des jeunes en situation complexe et faciliter les continuités de parcours, apporter un soutien aux professionnels dans leur accompagnement	1 ^{er} janvier 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rapprochement avec l'ARS	Réalisé : Expérimentation d'un rapport de gestion commun et identification d'indicateurs de suivi et de résultat commun.	Mars – avril 2022	CD59/ARS DOMS
Mise en place de 4 groupes de travail : <ul style="list-style-type: none"> PLAN DE TRAVAIL SATISFACTION RAPPORT DE GESTION MESURE D'IMPACT 	<p>1. PLAN DE TRAVAIL</p> <p>→ Harmonisation des pratiques : Débuté</p> <p>A/ Nécessité d'harmoniser les documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> de pilotage relatifs à l'accompagnement (document de bilan, document de cadrage, formalisation d'un PAP, questionner la place et le rôle de chacun dans une équipe mobile [ES / IDE / TS / CSE...]). <p>B/ Nécessité de réaliser des évaluations régulières et en fin de prise en charge.</p> <p>→ Articulations à mettre en place entre le sanitaire et le médico-social : Débuté</p> <ul style="list-style-type: none"> Outils de travail commun ASE/ARS 	Janvier – avril 2022	Equipes mobiles La Sauvegarde du Nord AFEJI CD59 : Pôle Etablissements et Responsables de Pôle Enfance Famille Jeunesse des territoires
	<p>2. SATISFACTION DES PUBLICS : Réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation de 3 questionnaires de satisfaction à destination des bénéficiaires de l'accompagnement proposé par l'Equipe Mobile (Professionnels en MECS et ASSFAM / Jeunes et familles / Autoévaluation des Equipes mobiles) 		
	<p>3. RAPPORT DE GESTION COMMUN ASE/ARS : Réalisé</p>		

	<p>4. MESURE D'IMPACTS :</p> <p>⇒ Les réflexions du groupe se sont éloignées de l'objet du dispositif. L'évaluation de la couverture des besoins primaires du jeune a été évoquée.</p> <p>⇒ Pour rappel les équipes mobiles ont été créées pour répondre à 3 objectifs : venir en appui aux professionnels ; poursuivre l'accompagnement du jeune au sein de sa structure et faciliter une continuité de parcours.</p>		
--	--	--	--

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	2 017 940 €	1 008 970 €	1 008 970 €	
Montant réalisé 2022	2 208 756 €	1 104 378 €	1 104 378 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre d'équipes mobiles opérationnelles	2	3	3	3
Nombre d'enfants accompagnés	150	133	158	132 Chiffre arrêté au 30/11/2022
Nombre de place de repli installée	0	13	5	3 : Métropole de Lille 0 : Flandres 2 : Sambre Avesnois
Durée de prise en charge	2 mois	9 mois (suite COVID)	8 mois	7,3 mois

Le Bilan d'activité 2022 met en avant les éléments suivants :

Sur les 132 jeunes accompagnés au 30 novembre 2022 par les « Equipes Mobiles pour jeunes de l'ASE en situation complexe », 61% des bénéficiaires étaient des garçons. Les équipes mobiles sont majoritairement intervenues auprès des pré-adolescents de 11-14 ans (36%), des 6-10 ans (30%) et des jeunes âgés de 15 à 19 ans (pour 23% des accompagnements).

La part des 2-5 ans représente 11% des accompagnements réalisés, elle est en augmentation de +2 points par rapport à 2021.

Les équipes mobiles sont intervenues à minima auprès de 132 professionnels : auprès d'ASSFAM (pour 69 % des suivis soit +4 % par rapport à 2021), de MECS (pour 30% des suivis) et d'Etablissements de santé sur des situations dérogatoires (1%).

Il convient de noter que la part des jeunes bénéficiaires d'un reconnaissance MDPH a baissé de -15% par rapport à l'année dernière et s'élève à 33% des accompagnements réalisés.

Concernant les motifs d'entrée dans le dispositif, les équipes mobiles sont intervenues majoritairement pour venir en appui aux structures médico-sociales du champ de la protection de l'enfance (pour 40% des interventions) ; 32% des interventions ont été accordées pour permettre au jeune un maintien dans sa structure et 27% des interventions ont été menées pour faciliter une continuité de parcours du jeune.

A noter que la durée moyenne de prise en charge dans ce dispositif a baissé puisqu'elle est de 7,3 mois contre 8 mois recensé l'an dernier. Cette donnée est cohérente avec la part calculée des jeunes ayant bénéficié d'un renouvellement au cours de leur prise en charge puisque 44% des situations avaient bénéficié d'au moins un renouvellement à l'issue de la période d'accompagnement (contre 56% en 2021) : 22% à l'issue des 3 mois et 22% des situations voyaient leur prise en charge renouvelée au-delà de 6 mois. Il convient de noter que la part des renouvellements a baissé de -12% par rapport à l'année dernière.

La majorité des interventions de l'équipe mobile a porté sur des problématiques relevant de débordements par rapport au cadre et aux relations aux adultes/pairs (25%), de situations de ruptures familiales, scolaires et institutionnelles (21%), de confrontations conflictuelles avec l'autorité (20% soit +2% par rapport à 2021).

La part des situations relevant de conduites à risques a augmenté de +3% par rapport à 2021 et concernait 14% des suivis, à noter que les situations faisant suite à des fugues et des comportements violents concernaient 14% des accompagnements.

On constate enfin que celle relevant de la psychiatrie avec tentatives de mise en place de suivi a baissé de -1% par rapport à 2021 et concernait 8% des prise en charge.

L'accompagnement proposé par les équipes mobiles a porté sur la gestion des émotions, du stress, la prise de parole et la confiance en soi (15,5% des suivis) ainsi que la sécurisation de la place du jeune (15% soit +3% par rapport à 2021), l'accompagnement à la coordination des soins (13% soit +3% par rapport à 2021), la pose d'un cadre structurant (12%), le maillage interinstitutionnel éducatif/sanitaire (12% soit -3% par rapport à 2021).

Les autres interventions ont porté sur un étayage du gestionnaire avec les autres acteurs (pour 9%), le travail avec la famille et les relations parents/enfants (9%), la prévention par rapport aux réseaux sociaux, aux addictions et aux risques liés à la sexualité (4%), l'orientation vers un établissement spécialisé (4%), la mise en place d'un placement modulé (pour 3%), la mise en place d'activités le week-end et de temps de répit (pour 2,5 %) et enfin des accompagnements avec hospitalisation (1%).

Il convient de préciser que 20% des jeunes ont bénéficié d'un repli (soit -2% par rapport à 2021).

PERSPECTIVES FUTURES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

- ➔ Poursuivre les groupes de travail impulsés en 2022.
- ➔ Sonder la satisfaction de l'ensemble des bénéficiaires concernant le dispositif
- ➔ Développer des temps de travail partagés avec l'ARS pour penser la fusion des équipes mobiles ASE/ARS.
- ➔ Quantifier la part de jeunes ayant fait l'objet d'une reconnaissance MDPH en cours d'accompagnement par l'équipe mobile.

Continuer à accompagner la montée en charge d'activité des équipes mobiles.

MESURE A L'INITIATIVE DU
DEPARTEMENT
PLAN DE FORMATION DES
TRAVAILLEURS SOCIAUX



FICHE 12

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
<p>Poursuivre et accentuer l'évolution des pratiques professionnelles, en développant une approche globale des situations des personnes, en les plaçant au cœur de leur action et en leur donnant un rôle de premier plan dans leur parcours.</p> <p>Favoriser une démarche de prévention, en coordination et en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'accompagnement, en s'appropriant les approches collectives et en intégrant les mutations générées par l'entrée du numérique dans l'exercice professionnel.</p>	1 ^{er} janvier 2021	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	BILAN	PARTENAIRES
Coordination avec les partenaires	Rencontre Etat, CNFPT, CD59 pour présenter les nouvelles actions de formation proposées par le CNFPT et la possibilité de conventionner sur des actions de formation spécifiques	20 janvier 2022	Etat, CNFPT
<p>Plan de formation des travailleurs sociaux – Actions CNFPT</p> <p>Formation de 370 travailleurs sociaux sur 3 ans, sur 7 actions de formation en lien avec les 6 thématiques</p>	<p>Formations programmées en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Le travail social et le développement social : enjeux et méthodes (6,5 jours) / 25 agents > La participation et la co-construction avec les personnes accompagnées dans le champ des politiques sociales (3 jours) / 30 agents > La démarche « d'aller vers » dans l'action sociale : des enjeux à la mise en œuvre / 45 agents > L'accompagnement social par la promotion des potentiels des personnes (4,5 jours) / 30 agents > L'inclusion numérique (4 jours) / 45 agents > L'insertion socio-professionnelle (2 jours / 15 agents) <p>Formations programmées en 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> > L'accompagnement social par la promotion des potentiels des personnes (4,5 jours) - suite / 29 agents > Le territoire, ancrage de la solidarité (2 jours) / 48 agents 	<p>Programmation : 2022 : formation de 190 agents</p> <p>Programmation 2023 : formation de 77 agents</p>	CNFPT

Plan de formation des travailleurs sociaux – Actions faisant l’objet d’un financement spécifique	> L’accompagnement global à destination des Travailleurs sociaux, des opérateurs à projet et de Pôle Emploi	Programmation 2022-2023 : 160 agents (Département et partenaires)	CNFPT
--	---	---	-------

VUE D’ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	38 676 €	0 €	38 676 €	
Montant réalisé 2022	42 301 €	0 €	42 301 €	

INDICATEURS

	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre de personnes formées par des formations figurant sur le catalogue CNFPT, par thématique :	67	140
> Numérique	Dont 39	Dont 36
> Participation des personnes	0	12
> Développement social	0	39
> Aller vers	0	41
> Territoires	0	0
> Insertion socio-professionnelle	28	12
Nombre de personnes formées par des formations faisant l’objet d’un financement spécifique, par thématique :	90	160
> Numérique	Dont 0	Dont 0
> Participation des personnes	0	0
> Développement social	0	0
> Aller vers	0	0
> Territoires	90	160
> Insertion socio-professionnelle		

MESURE A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT MOBILITE – COUVRIR LE TERRITOIRE DE PLATEFORMES



FICHE 13

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Soutenir le développement de plateformes de mobilité pour faciliter l'accès à la mobilité des personnes en insertion professionnelle	1 ^{er} janvier 2021	Un an

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Couverture du territoire par des plateformes de mobilité	<p>> Mise en place de réponses cohérentes en termes de couverture territoriale et de solutions effectives de mobilité</p> <p>En 2021, le Département :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ a soutenu une offre intégrée de mobilité portée par des plateformes de mobilité, ▪ a permis la structuration de ces plateformes. <p>> Coordination partenariales pour garantir une homogénéité et une même qualité de service aux publics, qu'ils soient orientés par Pôle Emploi ou par le Conseil départemental</p>	<p>Mise en place de 3 plateformes avec un déploiement sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> → la Flandre, → le Cambrésis, → et Roubaix Tourcoing <p>Projets spécifiques déposés par l'association Wimoov</p>	Collectivités, Etat, Pôle emploi

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	70 000 €	0 €	70 000 €	
Montant réalisé 2022	70 000 €	0 €	70 000 €	

INDICATEURS

	2020	BILAN 2021	OBJECTIF 2022	BILAN 2022
Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle	ND	487	363	416

MESURE A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT MOBILITE – MESURE DE DIAGNOSTIC ET D'ACCOMPAGNEMENT



FICHE 14

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Accompagner les personnes en insertion professionnelle dans leur accès à la mobilité	1er janvier 2021	Un an

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Accompagnement du public en insertion via la prescription de mesures d'accompagnement à la mobilité	<p>> Renforcement des prestations d'accompagnement mises en œuvre par les plateformes de mobilité</p> <p>> Qualification des freins rencontrés par les demandeurs d'emploi orientés</p> <p>> Accompagnement des bénéficiaires vers une pratique de la mobilité plus autonome, en proposant des solutions sur mesure, adaptées à chaque situation individuelle</p>	<p>Réalisation de 828 diagnostics et accompagnements individuels à la mobilité permettant aux allocataires d'identifier les freins liés à cette mobilité, trouver des solutions concrètes et planifiées pour y faire face</p> <p>4 partenaires ont mené cette action :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Synergie pour l'Avesnois ▪ Maison de l'initiative pour les Flandres ▪ ESI pour le Douaisis ▪ l'association des centres sociaux de Watrelos <p>D'autres actions ont été portées par des garages et auto-écoles solidaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ garage Solidaire Ecaillon Solidarités Insertion sur le Douaisis ▪ auto-école sociale du Cambrés ▪ auto-«école solidaire en Pévèle et Mobilité Avenir 	Pôle emploi, Etat

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant de l'avenant	210 560 €	0 €	210 560 €
Montant réalisé	215 866 €	0 €	215 866 €

INDICATEURS

	2020	2021	2022
	BILAN	BILAN	BILAN
Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le Conseil départemental	ND	502	828

L'engagement du Département du Nord pour le Bassin minier, « territoire démonstrateur » de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté



BILAN DES ACTIONS 2022

Hauts-de-France
Département du Nord
Avril 2023

MESURES BASSIN MINIER METTRE EN ŒUVRE, COORDONNER ET ANIMER UN RESEAU DE PREVENTION PRECOCE POUR L'APPRENTISSAGE DU LANGAGE



FICHE 1

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les situations de difficultés de langage en s'appuyant sur des actions de prévention précoce	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

OBJECTIF 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rencontres partenariales	<p>> 3+3 réunions du comité de suivi/ comité de pilotage (constitués en 2020) en vue de l'organisation du 1er temps fort visant à sensibiliser les professionnels à la problématique des troubles du langage (dresser le décor)</p> <p>> <u>Réunion Temps fort « Des mots pour se dire, des mots pour grandir »</u> en mode visioconférence (270 inscriptions / 210 connexions)</p> <p>Sensibilisation des professionnels de la petite enfance sur les réalités des troubles du langage et leur implication pour l'enfant et son entourage. Intervention de Mme Sophie Marinopoulos, psychologue-psychanalyste, spécialiste de l'enfance et de la famille et membre du comité national sur les 1 000 premiers jours. Coût de l'organisation : 35 816 € Visioconférence disponible via le lien suivant : https://youtu.be/4gGkbMhHfko?t=151</p>	<p>Janvier – mars 2021</p> <p>19 mai 2021</p> <p>Juin – décembre 2021</p>	<p>Professionnels PMI des 3 territoires concernés (Valenciennois, Douaisis, et sud de la Métropole Lilloise), Administrations publiques, Education nationale, Associations de professionnels de santé (URPS Médecins Libéraux, URPS Orthoptistes, Fédération des Maisons de Santé Pluridisciplinaires) Experts scientifiques, Structures de soins et d'accueil d'enfants, Association de parents et d'aide à la Parentalité.</p> <p>Institut Lillois d'ingénierie de la santé</p>
Consolidation d'un diagnostic et d'une stratégie de prévention	<p>> 4+3 réunions du Comité de suivi /comité de pilotage en vue de l'organisation du 2ème temps fort « Des mots pour se dire, des mots pour grandir : comment faire réseau ? » visant un partage d'expériences, une meilleure connaissance des ressources existantes et une identification des axes de progrès pour définir les actions futures.</p> <p>Report de date initialement fixée au 2 décembre au 3 février 2022</p>	<p>Décembre 2021</p>	

Poursuite de la démarche réseau	<p><i>Pour l'année scolaire 2020/2021, la part des enfants avec un trouble du langage dépisté (profil 3 ERTL4 avec au moins une conclusion renseignée ou une orientation) est de 12 % (542/4 529 enfants examinés).</i></p> <p>> <u>Organisation d'un second Temps Fort</u>. Demi-journée destinée au partage d'expériences, à l'aperçu de l'existant, à la présentation d'outils de stimulation.</p> <p>Visioconférence disponible via : https://www.youtube.com/watch?v=CLD7l0_j8vg</p>	3 février 2022	
Pour aller plus loin en réseau	<p>> Démarrage du projet de réalisation du livre blanc en vue de la proposition et la mise en œuvre d'une stratégie de prévention précoce des troubles du langage : compte rendu des deux temps forts et identification des champs d'actions prioritaires.</p> <p>Cette ressource documentaire a pour but d'apporter une réponse claire, structurée et facile à lire afin de « mieux agir ensemble ! ».</p> <p>→ Recrutement d'un stagiaire étudiant en master management ingénierie de la santé, parcours coordination des trajectoires de santé.</p> <p><i>Pour l'année scolaire 2021/2022, la part des enfants avec un trouble du langage dépisté (profil 3 ERTL4 avec au moins une conclusion renseignée ou une orientation) est de 12% (526/4 308 enfants examinés).</i></p>	De février à juillet 2022	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F1)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	90 277 €	45 139 €	45 139 €	
Montant réalisé 2022	97 000 €	48 500 €	48 500 €	Coût de la journée de février 2022

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
% d'enfants vus en BSEM dépistés avec troubles du langage	24,9	10,1	12	12
Nombre de réunions d'information / sensibilisation organisées	/	2	1	1
Nombre de professionnels mobilisés sur le territoire	/	ND	214	175

MESURES BASSIN MINIER MIEUX GARANTIR LE DROIT A LA SANTE DES ENFANTS



FICHE 2

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Améliorer le droit à la santé des enfants du territoire du Bassin minier	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

OBJECTIF 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Mise en place d'une procédure de suivi et d'accompagnement des familles post Bilan de 4 ans	<p>> En lien avec les comités de pilotage</p> <ul style="list-style-type: none"> - finalisation du logiciel et des documents nécessaires pour le démarrage du projet - présentation de la démarche auprès des équipes infirmières par DT <p>> Lancement du dispositif le 8 Mars sur les 3 territoires avec ajustements en continu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition des équipes du KIT d'information BSEM/APESAL - Travail sur l'envoi des données de l'APESAL vers la PMI (retour suivi infirmier mensuel aux professionnels et responsables PMI) - signature d'un avenant à la convention Département – APESAL pour la mise en œuvre de la cellule de suivi <p>> Evaluation intermédiaire de l'impact du dispositif à moyen terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - 449 enfants à suivre pour 585 dossiers anomalies - Sur 195 dossiers clôturés, 143 anomalies confirmées (73%). <p>>Reprise du dispositif à la rentrée scolaire pour fonctionner sur une année complète</p> <p>> Travail APESAL sur une cartographie des professionnels de santé/ structures relais par territoire du bassin minier pour l'orientation et l'accompagnement des familles : 185 Dentistes - 66 Ophtalmologues - 78 Orthophonistes - 21 ORL</p>	<p>Janvier au mars 2021</p> <p>Mars – Juillet 2021</p> <p>Septembre 2021</p> <p>Octobre – décembre 2021</p> <p>Action poursuivie en 2022</p>	<p>APESAL</p> <p>Sté PRAGMA</p> <p>DTV/DAPMI/DSI</p>

	Travail sur les indicateurs de pilotage		
	Accompagnement des professionnels infirmiers au long de l'année Point étape SPMI /DAPMI et recueil des observations/point sue les retours d'orientations.	27/01/2022	
	Demande de renouvellement de la convention par APESAL en Juillet 2022 pour une signature au 17/10/2022	Juin à Oct 2022	
	Point d'étape APESAL/DAPMI/SPMI depuis le déploiement du dispositif : état des lieux des orientations, recueil des observations, pistes d'amélioration	03/11/2023	
	Travail en partenariat avec la DSI Groupe de travail APESAL/DAPMI/SPMI/DSI / Pragméa (prestataire informatique d'APESAL) pour résolution et réajustement des problèmes inhérents aux envois des données via le logiciel Horus	09/11/2022	
	Au 10/01/2023 2205 dossiers anomalies ont pu bénéficier d'un accompagnement Apesal depuis sa mise en place le 08/03/2021	Action poursuivie en 2023	
	Découpage sur 3 années scolaires ➤ 2020 2021 incomplète 635 anomalies ➤ 2021 2022 complète 1935 anomalies ➤ 2022 2023 en cours 694 anomalies		
	Point étape APESAL/DAPMI/Infirmier.e.s Point étape et recueil des besoins et observations	31/01/2023	

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F2)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	141 708 €	70 854 €	70 854 €	
Montant réalisé en 2022	178 672 €	89 336 €	89 336 €	

INDICATEURS

	BILAN 2020	BILAN 2021 (du 1er mars au 23 novembre 2021)	BILAN 2021 2022
% d'enfants dépistés en BSEM avec anomalies à suivre	31,5	42,4 %	Horus pour 2022 :42,6%
Nombre de familles faisant l'objet d'un accompagnement	ND	662	Données extraites d'Horus :1886 BSEM avec au moins une orientation. Données fournies par APESAL :1935 orientations pour 1490 enfants
% Types d'anomalies suivis	/	Visuelles : 40 % Auditives : 15 % Dentaires : 13 % Langage : 32 %	Sur les 1935 orientations : Vision : 39% Langage : 35% Dentaire :10% Audition :15%
% Types de professionnels de santé sollicités	1/ Spécialistes : 90 2/ Médecin traitant : 7 3/ Psy PMI : 2 4/ CMP : 1	/	Non renseigné
% retour sur prise en charge effectives suites au BSEM	11,3	66 %	Chiffrage évolutif en fonction des retours des familles et de la complétude dans Horus Données extraites d'Horus 63% Données fournies par APESAL 69%

MESURES BASSIN MINIER DEVELOPPER LA MOBILISATION DES INTERNATS SCOLAIRES COMME OUTIL DE PREVENTION



FICHE 3

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Soutenir les jeunes dans leur parcours de formation	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Déploiement du dispositif	Pédagogie autour du dispositif à destination des professionnels de territoire avec mise à disposition d'une boîte à outils et accompagnement à l'appropriation du dispositif. Développement d'une communication vers l'interne et vers l'externe pour mobiliser le dispositif	Janvier – décembre 2022	UTPAS et PEFJ à l'interne, Centres sociaux Postes ALSES, Clubs de prévention Techniciens d'Interventions Sociales et Familiales (TISF), Equipe de réussite éducative (ERE)...
Pilotage	Collecte, Traitement, analyse et fiabilisation des données collectées	De janvier à octobre 2022	Département du Nord (PPGB)
Outillage	Réflexion menée sur une cartographie de l'offre en internats sur l'académie de Lille	De Janvier 2022 à Mai 2022	Rectorat de Lille et DSDEN
	Mise à jour et diffusion du référentiel de prise en charge et d'accompagnement en interne et en externe	De Juin 2021 à Aout 2022	PEFJ, Opérateurs de mesures à domicile , UTPAS
Communication	Communication institutionnelle (identification d'expériences positives pour réaliser des interviews, actualisation page froide...) partenariale et grand public.	De Juin 2021 à Septembre 2022	DIRCOM, UTPAS, Opérateurs de mesures à domicile
Actions menées en complémentarité de la démarche	Rapprochement avec la Région des Hauts de France notamment du Pôle Education Lycées (Politiques Educatives, Fonctionnement des établissements, mission Proch'orientation, Direction Equipements patrimoine Lycées) en vue d'intégrer la Charte régionale des internats les objectifs poursuivis étant convergents à ceux du Département.	De mai 2021 à Décembre 2022	Région des Hauts de France
	Rapprochement avec l'Education nationale suite à la signature de la convention liant le collège de la Chasse royale à l'Education	De mai 2021 à août 2022	Education Nationale

	Nationale et au Département, dans le cadre de l'ouverture d'un internat d'excellence en septembre 2022 (40 nouvelles places créées : 20 places filles, 20 places garçons). Rapprochement avec le CIO du Valenciennois afin de co-construire un outil interactif recensant les structures avec leurs typologies.	De Décembre 2021 à décembre 2022.	CIO Valenciennois
Organisation d'une gouvernance	Définition du rôle du Comité de pilotage. Identification des acteurs participants au comité de pilotage. Programmation d'un COPIL Bassin minier. RDV politique entre le Département et la Région en vue d'aborder notamment les problématiques des transports régionaux pour les jeunes fréquentant les internats scolaires.	De Novembre 2021 à janvier 2022. mars 2022	Education Nationale, Région, Département (DGASol et DGAST) Département / Région / Education nationale
Evaluation du dispositif	Mise en place d'un cadre d'évaluation ex post afin de mesurer l'impact du dispositif sur la durée du conventionnement , à chaque fin de période scolaire.	De Mai 2021 à Octobre 2022	DGASol, DGAST

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F3)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	84 362 €	42 181 €	42 181 €	
Montant réalisé 2022	203 789 €	42 181 €	161 608 €	

INDICATEURS

INDICATEURS	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre de jeunes bénéficiaires sur le Bassin Minier <i>Dont Valenciennois</i> <i>Dont Douaisis</i> <i>(2 UT de la métropole lilloise manquantes)</i>	51 suivis contre 25 attendus 29 22	49 accompagnements 32 17	65 suivis contre 50 attendus 42 23 L'absence de remontées de données (=2UTPAS)
Durée d'accompagnement	3 mois	Moyenne de 10 mois (soit 1 année scolaire)	Moyenne de 10 mois (soit une année scolaire)
Nombre de jeunes bénéficiaires dont l'aide a été reconduite entre les années scolaires 2019/2020 et 2020/2021 <i>Dont Valenciennois</i> <i>Dont Douaisis</i>	10 bénéficiaires 3 7 (soit 20% des jeunes)	25 bénéficiaires 17 8 (soit 51% des jeunes)	20 bénéficiaires 14 6 (soit 31%, des sorties ont été constatées en raison de fin de cycle)

Le bilan de l'année scolaire 2021-2022 met en évidence les tendances suivantes :

- ➔ Le public accompagné est composé de 32 % de filles et 68% de garçons (ce qui rejoint le constat national).
- ➔ 16,9 % des jeunes accueillis en internat ont entre 7 et 10 ans ; 35,4% ont entre 11 et 14 ans ; 41,5% entre 15 et 18 ans et 6,1% ont plus de 18 ans. On observe une population plus jeune qui entre en internat, notamment en primaire.
- ➔ 75,3% des jeunes accueillis en internat bénéficient d'une mesure de protection (AEMO, AEMO R, IEAD R, AP ou garde) ; 21,5% des jeunes bénéficient d'une mesure de prévention, ou de protection de niveau 1 (accompagnement social IEAD) ; 3,2% des jeunes accueillis dépendent du dispositif EVA.
- ➔ Concernant la typologie des établissements, 55% sont scolarisés sur le territoire français. 45% sont scolarisés en Belgique. Même si le nombre est inférieur, le coût est plus conséquent, au regard de l'absence de bourses nationales et de primes d'internats. Toutefois, la scolarité en Belgique se révèle être une plus-value non négligeable pour les enfants présentant des troubles de l'apprentissage et/ou du comportement.

Cette fiche action a fait l'objet d'une évaluation dont les conclusions sont satisfaisantes. Cette évaluation a permis de mesurer la plus-value d'une coordination territoriale sur la thématique auprès des divers acteurs (internes / externes)

Les budgets alloués ont permis de développer le dispositif grâce à une communication ciblée sur l'offre de service en matière d'internats et grâce au soutien financier sur les frais d'internat des élèves.

Le recrutement d'une coordinatrice sur la thématique est positif sur les notions de conseils techniques et d'information toutefois les effets mesurés nécessitent d'être analysés sur une plus longue durée.

Des dysfonctionnements dans les procédures ont été constatés et ont eu un impact sur l'évaluation auprès du public. Il n'a pas été possible de mesurer si le public ciblé dans le cadre de la Stratégie (notamment les familles les plus vulnérables) a bien été destinataire de l'information et a bien pu accéder au dispositif d'aide soutenu au titre de la Stratégie.

MESURES BASSIN MINIER RENFORCER LA CLAUSE D'INSERTION



FICHE 4

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Favoriser l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA en s'appuyant sur la clause d'insertion	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	BILAN	CALENDRIER	PARTENAIRES
Renforcement de la clause d'insertion sur le valenciennois et le Douaisis	<p>Le Département du Nord a initié de nombreuses actions emploi/ Formation sur l'année 2022, en lien avec les partenaires des territoires, pour sensibiliser et mobiliser les nordistes allocataires du RSA du Bassin Minier dans le cadre de l'ERBM:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 13 actions préparatoires à l'emploi ou découverte des métiers (BTP, secteurs en tension...) • 9 job dating avec des entreprises qui recrutent (BTP et secteurs en tension) • La semaine RSA du 21 au 25 novembre 2022 qui a rassemblé pour le Valenciennois et le Douaisis 2509 allocataires du RSA présents sur des actions emploi, formation et coups de pouce (au 01/01/23 : 198 promesses d'embauche, 23 démarrage de formation) • Signature d'une convention partenariale avec la FRTP ET la FFB (mise en place de sas préparatoires aux métiers du BTP (en lien avec la Région) - financement du container mobile porté par le GEIQ TP (présentation et mise en situation autour des métiers du BTP) • BILAN INTERMEDIAIRE DE LA MESURE CIE BASSIN MINIER AU 28 DECEMBRE 2022 <ul style="list-style-type: none"> - 447 CIE Bassin minier sur le Douaisis et Valenciennois signés ou en cours de validation - 238 entreprises qui ont recruté en mobilisant le CIE (ex : Renault Electricity, CRM 59, Duacom, Toyota) - 1594 entreprises qui font l'objet d'un plan de prospection partagé avec Pôle Emploi pour promouvoir l'emploi des nordistes allocataires du RSA du bassin minier 		<p>Facilitatrices CAPH et CAVM</p> <p>Région, Centre de formation</p> <p>Bailleurs, Pôle Emploi, mission locales, CCAS Les AGGLOS, BAILLEURS, Employeurs territoire bassin minier de Valenciennes, Chantiers d'Insertion, Partenaires de l'Appel à projet</p> <p>PLIE du Douaisis porte la clause pour Douaisis Agglo</p> <p>Pôle Emploi, Mission Locale, chantiers d'insertion de l'agglomération et les acteurs du PDI, centres sociaux et autres acteurs.</p> <p>La région et le PRIF pour la mise en place des actions de formation PRF. ELFE Hénin Beaumont, le GRETA, le GEIQ BTP et l'AFPA.</p> <p>La Communauté de Communes Cœur d'Ostrevant porte la clause pour l'agglomération.</p>

	- 5187 allocataires du RSA du bassin minier présents sur des actions emploi/formation depuis le démarrage du dispositif		<p>Pôle Emploi, Mission Locale, chantiers d'insertion de l'agglomération et les acteurs du PDI, centres sociaux et autres acteurs.</p> <p>ELFE Hénin Beaumont, le GRETA, le GEIQ BTP et l'AFPA.</p>
--	---	--	---

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F4)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES	
Montant prévisionnel 2022	108 920 €	54 460 €	54 460 €		
Montant réalisé	83 914 €	41 957 €	41 957 €		

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	OBJECTIF 2022	BILAN 2022				
Nombre d'allocataires du RSA recrutés	0	13	75 23 (DT Douai) 52 (DT Valenciennes)	100					
						Nb marchés clausés	Nb d'heures prévues	Nb d'heures réalisées	Conversion ETP (1 ETP = 1607 h)
					Nord	45	199 101	214 681	133

MESURES BASSIN MINIER DEVELOPPER UNE PLATEFORME « MOBILITE INCLUSIVE »



FICHE 5

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics prioritaires en levant les freins liés à la mobilité	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	OBJECTIFS OPERATIONNELS		BILAN
Mise en place 2 plateformes de mobilité dans le Valenciennois et le Douaisis	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser un diagnostic approfondi de mobilité, - Identifier les solutions pour lever les freins : solution pédagogique, financière et/ou matérielle, - Mettre en œuvre les solutions pour lever les freins, - Accompagner les personnes dans les changements des nouvelles pratiques et modes de déplacement, - Mettre à disposition des véhicules électriques pour favoriser l'accès à l'emploi ou la formation - Développer des permanences ou lieu d'accueil pour assurer une relation de proximité avec les partenaires et les personnes accompagnées - Sensibiliser les référents qui accompagnent les allocataires du RSA aux problématiques de mobilité 		<p>Construction d'une offre de mobilité la plus exhaustive possible grâce aux partenariats locaux et nationaux</p> <p>Mobilisation d'un réseau de prescripteurs</p> <p>Poursuite de la communication locale pour faire connaître l'action : ateliers collectifs, participation aux forums emploi des territoires</p>

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F5)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59
Montant prévisionnel 2022	120 000 €	60 000 €	60 000 €
Montant réalisé	120 000 €	60 000 €	60 000 €

INDICATEURS

	2019 BILAN	2020 BILAN	2021 BILAN	2022 OBJECTIF	BILAN 2022
Nombre de personnes accompagnées	/	14	129	400	291
Nombre d'actions de formation réalisées (bénéficiaires)	/	0		20	15
Nombre de solutions mises en œuvre (bénéficiaires)	/	17	261	300	ND
Nombre de partenaires prescripteurs formés	/	35	19	50	ND
Nombre de jours de mises à disposition de véhicules	/	0	447	600	ND

MESURES BASSIN MINIER
CREER UNE EQUIPE MOBILE DANS LE
BASSIN MINIER DEDIEE A LA PRISE EN
CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES
D'ENFANTS DE L'ASE



FICHE 6

DESCRIPTION DE L'ACTION	DATE DE MISE EN PLACE DE L'ACTION	DUREE DE L'ACTION
Eviter les ruptures de prise en charge des jeunes en situation complexe et faciliter les continuités de parcours	1 ^{er} juillet 2019	Trois ans

BILAN 2022

ACTIONS MISES EN PLACE	ETAT D'AVANCEMENT	CALENDRIER	PARTENAIRES
Rapprochement avec l'ARS	Réalisé : Expérimentation d'un rapport de gestion commun et identification d'indicateurs de suivi et de résultat commun.	Mars – avril 2022	CD59/ARS DOMS
Mise en place de 4 groupes de travail : <ul style="list-style-type: none"> PLAN DE TRAVAIL SATISFACTION RAPPORT DE GESTION MESURE D'IMPACT 	<p>1. PLAN DE TRAVAIL</p> <p>→ Harmonisation des pratiques : Débuté</p> <p>A/ Nécessité d'harmoniser les documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> de pilotage relatifs à l'accompagnement (document de bilan, document de cadrage, formalisation d'un PAP, questionner la place et le rôle de chacun dans une équipe mobile [ES / IDE / TS / CSE...]). <p>B/ Nécessité de réaliser des évaluations régulières et en fin de prise en charge.</p> <p>→ Articulations à mettre en place entre le sanitaire et le médico-social : Débuté</p> <ul style="list-style-type: none"> Outils de travail commun ASE/ARS 	Janvier – avril 2022	Equipes mobiles La Sauvegarde du Nord AFEJI CD59 : Pôle Etablissements et Responsables de Pôle Enfance Famille Jeunesse des territoires
	<p>2. SATISFACTION DES PUBLICS : Réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation de 3 questionnaires de satisfaction à destination des bénéficiaires de l'accompagnement proposé par l'Equipe Mobile (Professionnels en MECS et ASSFAM / Jeunes et familles / Autoévaluation des Equipes mobiles) 		
	<p>3. RAPPORT DE GESTION COMMUN ASE/ARS : Réalisé</p>		
	<p>4. MESURE D'IMPACTS :</p>		

- ⇒ Les réflexions du groupe se sont éloignées de l'objet du dispositif. L'évaluation de la couverture des besoins primaires du jeune a été évoquée.
- ⇒ Pour rappel les équipes mobiles ont été créées pour répondre à 3 objectifs : venir en appui aux professionnels ; poursuivre l'accompagnement du jeune au sein de sa structure et faciliter une continuité de parcours.

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

BUDGET (F6)	TOTAL	PART ETAT	PART CD 59	NOTES
Montant prévisionnel 2022	1 200 616 €	227 366 €	973 250 €	
Montant réalisé 2022	1 200 616 €	239 862 €	960 754 €	

INDICATEURS

	BILAN 2019	BILAN 2020	BILAN 2021	BILAN 2022
Nombre d'équipes mobiles opérationnelles	0	1	1	1
Nombre d'enfants accompagnés	20	39	83	85 Chiffre arrêté au 30/11/2022
Nombre de place de repli installées	0	2	3	3
Nombre de replis réalisés	0	0	33	0
Durée de prise en charge	2 mois (Création des équipes en octobre 2019)	9 mois (suite COVID)	6,3 mois	11 mois

Le Bilan d'activité 2022 met en avant les éléments suivants :

Sur les 85 jeunes du bassin minier accompagnés par l'équipe mobile pour jeunes de l'ASE en situation complexe, 61% des bénéficiaires étaient des garçons.

L'équipe mobile est majoritairement intervenue auprès de jeunes âgés de 11-14 ans (35% soit +9% par rapport à 2021) et de 6 à 10 ans (33%). La part des 15-19 ans représente quant à elle 25% des suivis et celle des 2-5 ans : 7% des accompagnements.

L'équipe mobile est intervenue auprès d'assistants familiaux (pour 68% des suivis soit +13% par rapport à 2021), de MECS (pour 29 % soit -12% par rapport à 2021) et d'établissements de santé (pour 3% notamment pour des situations très complexes dérogoires).

Il convient de noter que la part des jeunes bénéficiaires d'une reconnaissance MDPH s'élève à 34% des accompagnements réalisés (soit -15% par rapport à 2021). De manière générale sur ce dispositif on note une baisse du nombre de prise en charge pour des jeunes bénéficiant d'une reconnaissance MDPH.

Concernant les motifs d'entrée dans le dispositif, l'équipe mobile est intervenue majoritairement pour permettre aux jeunes de poursuivre un accompagnement au sein de leur structure (pour 37% des situations soit + 22% par rapport à 2021).

L'Equipe mobile est également venue en appui aux structures médico-sociales du champ de la protection de l'enfance pour 33% (soit -25% par rapport à 2021) et enfin 30% des interventions (soit +3% par rapport à 2021) ont été menées pour faciliter la continuité du parcours du jeune.

En 2021, 39% des situations avaient bénéficié d'au moins un renouvellement : 25% à l'issue de la période d'accompagnement des 3 mois ; 14% des situations voyaient leur prise en charge renouvelée au-delà de 6 mois. En 2022, seuls 23% des jeunes (soit -16% par rapport à l'année précédente) auraient bénéficié d'un renouvellement. Ce chiffre est à prendre avec précaution car les situations n'ont peut-être été actualisées lors de la dernière remontée de données.

La majorité des interventions de l'équipe mobile a porté sur des problématiques relevant : d'un débordement par rapport au cadre et aux relations aux adultes/pairs (24%) ; de rupture familiales, scolaires et institutionnelles (19% soit -4% par rapport à 2021) ; de confrontations conflictuelles avec l'autorité (19%) ou suite à des fugues, comportements violents ou mise en danger de soi et d'autrui (16%). La part des accompagnements réalisés relevant de conduites à risques représente également 16% des suivis (soit +5% par rapport à 2021). Enfin, les accompagnements relevant de la psychiatrie représentaient 6% des situations. Il convient de préciser qu'aucun repli n'a été réalisé en 2022.

L'accompagnement proposé par l'équipe mobile a porté sur la gestion des émotions, du stress, la prise de parole et la confiance en soi (15% des suivis), le maillage interinstitutionnel éducatif/sanitaire (pour 12% soit +5% par rapport à 2021), le travail avec la famille et les relations parents/enfants (11% soit +3% par rapport à 2021)

La pose d'un cadre structurant (10% soit +3% par rapport à 2021), l'accompagnement à la coordination des soins (10% soit +2% par rapport à 2021), la mise en place d'activités de répit notamment le week-end (10% soit +2% par rapport à 2021), la sécurisation de la place du jeune (7% soit -5% par rapport à 2021), l'orientation vers un établissement spécialisé (7% soit +2% par rapport à 2021), l'étayage du gestionnaire avec les autres acteurs (pour 7% soit -7% par rapport à 2021) ;

Les autres interventions ont porté sur : la mise en place d'un placement modulé (4%), des actions de prévention par rapport aux réseaux sociaux, aux addictions et aux risques liés à la sexualité (4%), et enfin le recours à une hospitalisation de jeunes (2%).

Enfin, il convient de noter un taux d'occupation moyen en 2022 de 96,75% contre 100%.

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 15 mai 2023

OBJET : Engagement du Département du Nord dans la Stratégie pauvreté - Rapport d'exécution 2022.

Par délibération du 17 décembre 2018 (DGASOL/2018/248), le Département du Nord s'est engagé dans la lutte contre la pauvreté aux côtés de l'Etat par la signature d'une Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE).

Cette convention a été déployée sur une période de trois ans de 2019 à 2021 et a été prolongée en 2022, à part égale entre l'Etat et le Département, permettant ainsi le financement de 13 actions en 2022 auxquelles s'ajoutent 6 actions exclusivement dédiées au Bassin Minier.

Au titre de l'année 2022, l'Etat et le Département ont mobilisé des moyens financiers supplémentaires, afin de poursuivre la dynamique enclenchée et consolider les actions engagées en matière d'accès à l'emploi des allocataires du RSA, de prévention et de protection de l'enfance.

Le présent rapport a pour objectif de dresser le bilan d'exécution des actions mises en œuvre sur l'année 2022 par le biais des :

- fiches actions de la CALPAE (Annexe 1) ;
- fiches actions de l'engagement du Département pour le Bassin Minier « territoire démonstrateur » de la Stratégie Nationale (Annexe 2).

L'ensemble des actions ont été menées. Elles ont fait l'objet d'une évaluation partagée entre les services du Département et de l'Etat au travers d'indicateurs de résultats détaillés. A titre d'illustration est présenté un focus sur les deux grands axes poursuivis en 2022 :

Axe : Insertion et retour à l'emploi des allocataires du RSA

En 2022, et pour la 3ème année consécutive, le bilan en matière de sorties positives (emploi durable/formation qualifiante) a permis une réduction significative du nombre de foyers allocataires du RSA.

Avec 94 264 foyers allocataires du RSA en décembre 2022, le Nord connaît une baisse de -3,2 % entre décembre 2021 et décembre 2022 contre -2,1 % en France métropolitaine.

En 2022, le nombre de sorties positives du RSA s'élève à 53 249 dont 13 163 par la mobilisation des Maisons Nord Emploi et 40 086 sorties par les équipes de Pôle Emploi.

Cette amplification a permis au Département :

- d'orienter 8 038 allocataires du RSA vers la garantie d'activité (101 % de l'objectif 2022) ;
- d'accompagner 4 112 allocataires du RSA au titre de la garantie départementale (158% de l'objectif 2022).

Axe : Accompagnement des jeunes sortant de l'ASE

En 2022, 1 448 jeunes sortant de l'ASE sont devenus majeurs dans l'année.

L'avenant à la CALPAE a permis de consolider les nouvelles offres de services et d'accompagnement visant à préparer et sécuriser les jeunes dans leur passage à la majorité, déployées au cours de cette contractualisation. Ainsi, durant cette année de poursuite de la CALPAE :

- 103 jeunes ont bénéficié de nouveaux services de préparation à l'autonomie ;
- 217 mineurs ont été accompagnés par les équipes mobiles situations complexes, notamment en accueil familial ;
- 167 jeunes ont été relogés chez des bailleurs sociaux, ou ont pu bénéficier de dispositifs spécifiques mis en œuvre notamment par l'AMFD, ARELI ou le GRAAL ;
- chaque mois environ 500 majeurs MNA ont bénéficié de l'accompagnement déployé dans le cadre de la contractualisation par les groupements associatifs TRAJET et GME, afin de sécuriser leur passage à la majorité et prévenir ainsi les risques de rupture dans leur projet d'insertion ou d'autonomie ;
- enfin, 185 jeunes ont été accompagnés par un dispositif de maintien du lien après leur sortie de l'ASE.

En conséquence, je propose au Conseil départemental :

- d'approuver le rapport d'exécution 2022 de la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi ;
- de m'autoriser à le transmettre à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord.

Christian POIRET
Président du Département du Nord